

L'EST RÉPUBLICAIN

Mardi 18 septembre 2018 | ÉDITION DE BESANÇON 1,10 €

Région



Photo Arnaud CASTAGNE

BESANÇON
**La NASA choisit
Digital Surf
pour étudier
la Lune et Mars**

873287700

FENÊTRES PORTES VOLETS
Art Fentesures
souhaite
une bonne fête
aux "NADÈGE"
Z.A. LA CROIX DE PIERRE
ÉTALANS
03 81 53 17 42



SOS patrons en souffrance

FRANCHE-COMTÉ

Défecter les patrons en détresse psychologique et les aider, tel est l'objectif de la structure APESA qui existe désormais dans le Doubs et Belfort-Montbéliard. Photo Alexandre MARCHI

> PAGES 2-3

BESANÇON
**Le rond-point du
jumelage avec
Charlottesville**

> CAHIER LOCAL

LE RUSSEY
**Loyers impayés :
un propriétaire
aux méthodes
maffeuses**

> CAHIER LOCAL

BASKET-BALL
**Le Besac sur la
ligne de départ
de la N1M**

> PAGE 18



DU 10 AU 27 SEPTEMBRE 2018

Participez à notre **GRAND JEU**
et tentez de remporter une
Volkswagen UP !

Jeu ouvert du 10 au 27 sept. 2018
Tirage au sort le 28 sept.
à 21h lors de la Foire aux Vins
Valeur 10 990€

3 JOURS D'ANIMATIONS : 20.21.22 SEPTEMBRE 2018

Rue du Maréchal de Latte de Tassigny **VALDAHON** 03 81 56 42 22

ête son combat saire !

VALDAHON

FRANCHE-COMTÉ > Société

A l'écoute des patrons en

Active depuis début juillet, l'APESA, acronyme d'Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë, souhaite constituer un réseau de sentinelles pour déjouer les suicides.

A l'initiative du tribunal de commerce et de la chambre de commerce et d'industrie, une structure d'Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë (APESA) vient d'être mise en place dans le Doubs, à Besançon, après celle de Belfort-Montbéliard, installée fin 2017. 44 initiatives de ce type ont été déployées en France, dans la proximité des juridictions consulaires.

Pierre Bourgeois, président du tribunal de commerce de Besançon, l'énonce avec un sourire navré : « On parle facilement de la souffrance psychologique des salariés, des cadres et on légifère sur ce sujet grave mais on parle rarement de la souffrance psychologique des dirigeants d'entreprise ! »

« On agit trop tard ! »
Le président du tribunal de commerce de Besançon le rappelle : « Les chiffres sont effroyables. On a compté 55 000 départs de bilan en 2017 en France, soit 150 par jour. Et cela représente un passif de 15 milliards

deuros. Le premier objectif est de sauver l'emploi, préserver les salariés et l'activité, privilégier si possible les créanciers mais un chiffre ne change pas depuis 30 ans : 68 % des chefs d'entreprise qui s'adressent à nous le font pour demander une liquidation immédiate. Cela veut dire que l'on agit trop tard en tant que pompiers... »

En décembre et janvier dernier, deux chefs d'entreprise ont mis fin à leurs jours dans le Doubs.

L'échec pour un chef d'entreprise est violent. « Il n'est pas protégé, se retrouve sans emploi, sans salaire et, trop souvent, perd sa résidence principale si celle-ci n'est pas protégée juridiquement avec les conséquences familiales que cela peut avoir. En plus de la perte de responsabilité et de statut social, beaucoup le disent, ils se retrouvent seuls face à l'opprobre. Leurs anciennes relations changent de trottoir quand elles les croisent. »

En 17 ans de sacerdoce au tribunal de commerce de Besançon qu'il préside depuis 2015, Pierre Bourgeois a connu « au

moins 5 000 cas, tous différents » Mais dans le huis clos de la salle d'audience, « quand, après 3 heures d'attente, votre cas est réglé en 10 minutes, on assiste physiquement à l'impact de la liquidation de ce qui est très souvent également un projet de vie. »

Ainsi, en décembre et janvier dernier, au moment des fêtes probablement trop difficiles à affronter pour eux, deux chefs d'entreprise ont mis fin à leurs jours dans le Doubs. C'est tragique double événement a motivé la décision de rejoindre le réseau de l'Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë (lire par ailleurs).

« Une main tendue ! »

« C'est une main tendue avant qu'il ne soit trop tard », poursuit M. Bourgeois, « car aucun chef d'entreprise n'est invulnérable. Pourquoi devraient-ils eux seuls faire preuve d'exemplarité, être toujours en bonne santé ? L'initiative prise par Marc Binnie, greffier au tribunal de commerce de Saintes (17), en 2013, est excellente. Et nous avons voulu ouvrir cette démarche en la réalisant avec la chambre de commerce et d'industrie et en sollicitant tous les organismes partenaires à être nos sentinelles. »

Fred JIMENEZ

RÉGION

Sommaire

> RÉGION

> PAGES 2 À 7

> FRANCE MONDE

> PAGES 8 À 13

> SPORTS

> PAGES 14 À 20

> PAGES LOCALES

> VOTRE CAHIER LOCAL

> DÉTACHABLE

> TENDANCES

> PAGE 21

> HIPPISSME

> PAGES 22 À 23

> JEUX, TELEVISION

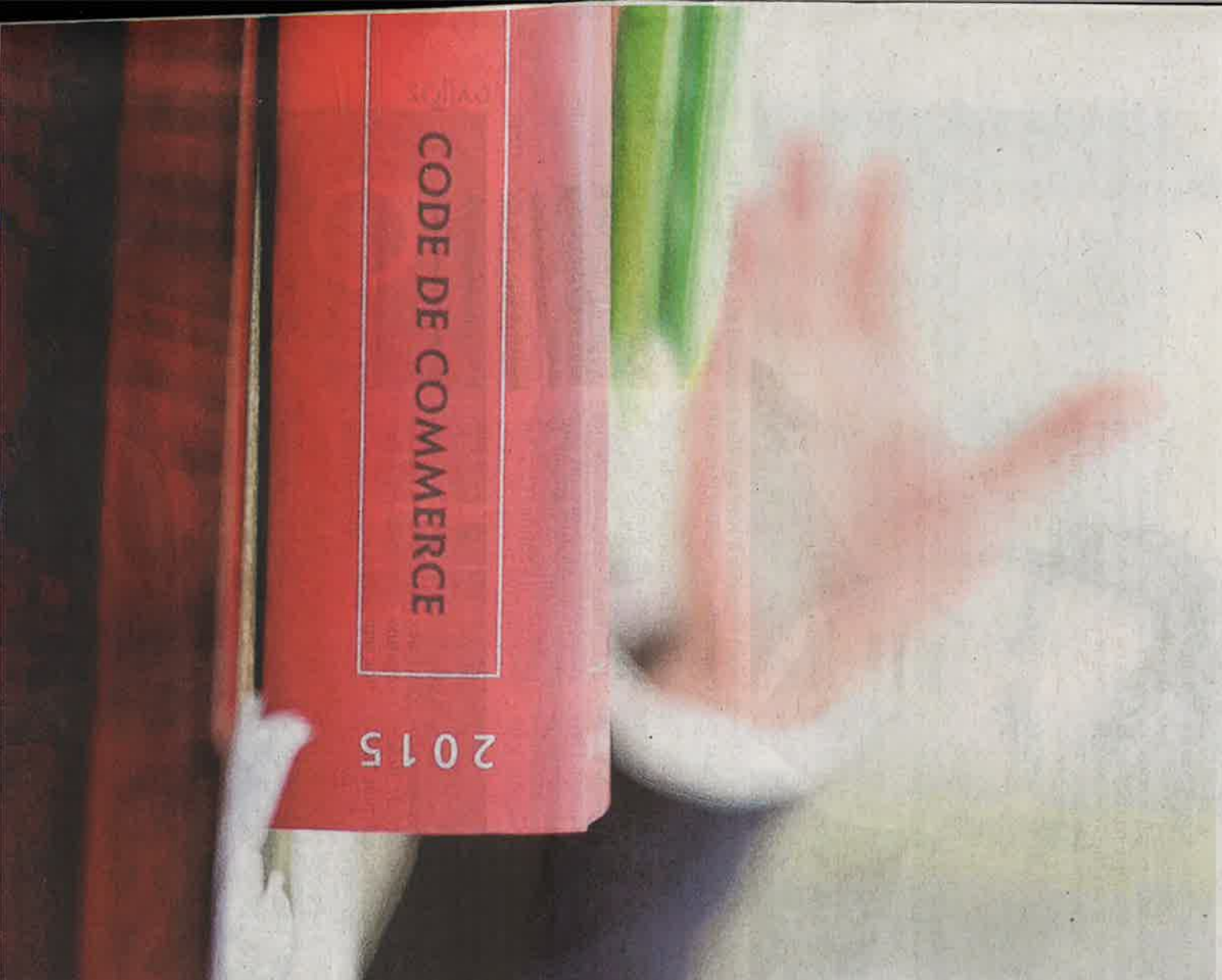
> PAGES 24 À 27



« Aucun chef d'entreprise n'est invulnérable », souligne Pierre Bourgeois, président du tribunal de commerce de Besançon. Photo F.J.

« 68 % des chefs d'entreprise qui s'adressent au tribunal de commerce le font pour demander une liquidation immédiate. Cela veut dire que l'on agit trop tard en tant que pompiers... »
Pierre Bourgeois

Souffrance aigüe



L'APESA est « une main tendue » aux dirigeants avant qu'il ne soit trop tard. Archives ER/Nicolas BARREAU

499 fiches d'alerte traitées depuis le début de l'année

Fondée en 2013, par Marc Binnié, greffier au tribunal de commerce de Saintes (17) et Jean-Luc Douillard, psychologue clinicien, l'APESA (Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aigüe) s'est aujourd'hui déployée dans 44 juridictions consulaires et 30 autres ont manifesté leur intention de le faire. Elle dispose déjà d'un réseau de 1 333 sentinelles formées et 698 psychologues.

Preuve de son utilité immédiate, depuis sa création, elle a déjà traité 1 427 fiches d'alertes dont 499 dans la seule année en cours est-il indiqué sur son

site. Mais surtout, son credo repose sur la réactivité à se propulser, en moins de 24 heures, auprès des personnes détrechées en souffrance. Et là, son pari est gagné. Le délai de prise en charge constaté est de 2 heures et 43 minutes.

Cette prise en charge immédiate est gratuite et, bien sûr, totalement discrète, afin de permettre aux chefs d'entreprise en détresse de trouver le soutien nécessaire à leur rebond personnel et professionnel.

F.J.

077607800



- Vérandas / Pergolas
- Fenêtres / Portes / Bares vitrées
- Portails / Portes de garage
- Stores / Moustiquaires
- Volets battants et roulants

7, rue Bernheici - BESANCON - 03 81 54 75 18 - 31, rue de Dole - 39000 DUNANS - 03 84 31 71 73

« Apporter une prise en charge en moins de 24 heures ! »



Christine-Noëlle Baudin préside l'APESA en Franche-Comté. Photo F.J.

Elle a été durant 14 ans juge consulaire au tribunal de commerce de Besançon et assume toujours les fonctions de 1^{er} vice-présidente à la chambre de commerce et d'industrie du Doubs. Christine-Noëlle Baudin, présidente directrice générale de la Société bamoise de cartonnage et d'impression (SBCL), un des fleurons de la filière nationale dont elle a occupé les plus hautes fonctions représentatives, a accepté la présidence de la première antenne de l'APESA en Franche-Comté.

« Depuis 2006, on se précipite déjà d'anticiper sur les difficultés rencontrées par les entrepreneurs avec le CIP, Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises, à travers des entretiens gratuits et confidentiels proposés le 2^e jeudi de chaque mois à la CCI. 350 rendez-vous ont eu lieu depuis sa création. » Et le constat est clair : « L'an passé, 28 % des 621 contacts enregistrés par notre service juridique ont concerné des difficultés d'entreprises. Le résultat de ces structures est satisfaisant sur le plan économique mais restait détaillant sur la prise en charge morale des chefs d'entreprise... ».

expose Mme Baudin. L'engagement pris par l'APESA est de réagir en moins de 24 heures à tou-

te situation qui lui est signalée.

Mais « c'est en amont que l'alerte doit être donnée. C'est pourquo nous avons sollicité une cinquantaine de structures impliquées dans la vie des entreprises, afin qu'ils nous rejoignent pour devenir nos sentinelles. Ce ne sont pas ces volontaires, évidemment, qui interviendront mais ils seront nos lanceurs d'alerte, proposant de l'aide au chef d'entreprise si celui-ci l'accepte. Ils seront d'ailleurs formés en ce sens. C'est ensuite un clinicien qui prendra contact le plus rapidement possible. »

Confidentialité

L'APESA se garde de toute confusion des genres et garantit une totale confidentialité : « Notre volonté est d'être dans la réactivité, l'urgence. Si l'on compare au millier d'homocides enregistrés en France chaque année, il y a 9 000 suicides et 200 000 tentatives... »

Depuis sa mise en place en juillet, l'APESA n'a « pas recueilli d'alerte grave mais... » Christine-Noëlle Baudin n'en dira pas plus. « Nous prenons en charge les cinq premières séances. L'APESA fonctionne sur un mode mutualiste et son financement est assuré par les instances concernées. »

F.J.